

L'ÉVALUATION DE LA CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE MARSEILLE PROVENCE 2013 : RETOUR SUR EXPÉRIENCES

Le contexte du 30^e anniversaire des Capitales européennes de la culture et la publication récente de l'évaluation de la Capitale Marseille Provence 2013 nous incitent à revenir sur les méthodologies d'évaluation de cet événement qui vise à mettre en valeur « la diversité et la richesse des cultures européennes et les liens qui nous unissent en tant qu'Européens » (Commission européenne). Le label, décerné pour une durée d'un an par l'Union européenne – sur la base d'un programme culturel généralement ambitieux –, a été attribué à une cinquantaine de villes qui ont bénéficié de financements européens pour la mise en œuvre de l'opération. Mons en Belgique et Plzeň en République tchèque sont Capitales en 2015.

Comment évaluer la réussite d'une opération Capitale européenne de la culture (CEC) ? Que faut-il évaluer ? Quels sont les usages et les limites de ces démarches ? Au-delà des impacts économiques et en termes d'image et d'attractivité, comment aborder les transformations dans les pratiques professionnelles et les problématiques d'accès à la culture, de participation ? Comment mesurer « l'effet Capitale » sur les habitants du territoire, sur les visiteurs extérieurs et les touristes ? Enfin, quels apports tirer des expériences menées pour alimenter les projets et évaluations des futures Capitales ?

Marseille Provence 2013 (MP 2013) a fait l'objet de plusieurs démarches d'évaluation. Revenons sur cette expérience avec **Bertrand Collette**, chargé de mission coordination territoriale et grands chantiers au sein de l'association organisatrice Marseille-Provence 2013, et **Sylvia Girel**, maître de conférences Hdr à Aix-Marseille Université (CNRS, LAMES UMR 7305) qui a coordonné le programme de recherche *Publics et pratiques culturelles dans une Capitale européenne de la culture – Marseille Provence 2013*.

L'Observatoire – Quelles sont les spécificités des évaluations réalisées sur MP 2013 et comment ont-elles été mises en place ?

Bertrand Collette – Dès la phase de candidature de Marseille Provence 2013, nous avons mis en place un « groupe de travail évaluation », en invitant par exemple l'équipe de Liverpool 2008. Nous avons défendu, dans notre dossier de candidature, la mise en place d'un dispositif indépendant et professionnel sous l'égide d'un comité d'évaluation. L'objectif affiché était de mesurer « l'impact 360° » (culturel, économique, social, environnemental, en termes d'image, etc.). Un comité d'évaluation de 36 membres a été constitué fin 2010, ainsi qu'un « groupe ressource » plus resserré et opérationnel. Un certain retard a été pris du fait de l'ambition sans doute trop large affichée et de certains malentendus (en particulier budgétaires) dans le travail engagé avec certains départements de l'Université Aix-Marseille. Le choix d'un cabinet d'expertise indépendant a été fait seulement fin 2011 et Euréval s'est vu notifier son marché en 2012 sur un champ d'étude plus restreint.

L'Observatoire – Quelles ont été les visées de l'évaluation ? Quelles sont les limites et les difficultés de la démarche ?

Bertrand Collette – Euréval s'est concentré sur deux grands sujets : l'impact sur les pratiques des acteurs culturels du territoire et l'impact sur l'attractivité et l'image du territoire. Nous avons, parallèlement, suivi et exploité d'autres études comme celle de Sylvia Girel sur les publics, celle de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM) sur la métamorphose urbaine et l'impact des grands événements dans l'espace public¹, celle de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP) sur l'impact économique² (la Chambre de commerce avait déjà réalisé des études d'impact sur l'année Cézanne 2006 à Aix-en-Provence) et celle de Bouches-du-Rhône Tourisme sur la fréquentation touristique³.

Par ailleurs, la notion d'impact économique utilise traditionnellement des ratios qui sont forcément sujet à caution. Les événements sportifs utilisent systématiquement ces coefficients multiplicateurs dont la fiabilité est rarement étayée par des études

sérieuses. Le monde culturel est plus timide en la matière mais pourrait se doter d'études et de méthodologies de référence même si l'exercice est forcément périlleux puisque, en toute rigueur méthodologique, il faudrait pouvoir comparer avec la même année sans le label Capitale européenne de la culture.

L'Observatoire – Quel a été l'apport du travail mené avec les autres Capitales européennes de la culture et la Commission européenne ? Comment les résultats ont-ils été utilisés ?

Bertrand Collette – Cet apport est surtout déterminant en phase de candidature et les rapports d'évaluation de la Commission européenne ou le rapport Palmer⁴ réactualisé constituent la « bible de l'évaluation ». Mais les spécificités de chacune des Capitales rendent leur utilisation moins pertinente une fois le processus de mise en œuvre de la Capitale lancé.

Le rapport a fait l'objet d'une publication et d'une diffusion assez large auprès de tous les partenaires et acteurs du projet. Plusieurs conférences de presse se sont déroulées en 2014 mais la pression a été très forte pour communiquer les grands indicateurs dès la fin 2013...

L'Observatoire – Comment faudrait-il faire évoluer les évaluations des Capitales européennes de la culture à l'avenir ?

Bertrand Collette – En matière d'évaluation, il n'existe aucun cahier des charges de l'Europe pour les Capitales européennes de la culture. Il me semblerait très utile de pouvoir disposer de quelques règles communes pour élaborer les principaux indicateurs d'une Capitale.

L'exemple le plus caricatural est celui de la fréquentation. Seul l'organisateur est en mesure de rassembler les données nécessaires et il est indispensable de bien définir le périmètre de ces chiffres pour éviter les surenchères. Par exemple :

- bien préciser qu'il s'agit d'un nombre de visites et non de visiteurs (une

même personne peut venir à plusieurs manifestations) ;

- limiter la fréquentation aux manifestations culturelles clairement labellisées (beaucoup de Capitales ont comptabilisé la fréquentation annuelle de la plupart des musées ou salles de spectacle sous prétexte que les lieux sont labellisés ou bien rajoutent les chiffres du secteur congrès et événementiel, voire sportif...);

- proposer une typologie commune suffisamment large pour s'adapter à tout le monde et permettre les comparaisons (pour MP 2013, nous avons choisi expositions, grands événements et autres manifestations).

Le même travail pourrait être réalisé sur la fréquentation touristique (définition d'un touriste, d'un excursionniste, éclaircissement des notions de nuitée, de visiteur supplémentaire, etc.).

L'Observatoire – Comment avez-vous abordé les problématiques de publics et de pratiques dans le cadre de MP 2013 ? Quels sont les points les plus intéressants de cette démarche ?

Sylvia Girel – La mise en place du programme de recherche *Publics et pratiques culturelles dans une Capitale européenne de la culture – Marseille Provence 2013* a été une opportunité de fédérer une équipe de jeunes chercheurs de plusieurs disciplines autour d'un travail commun sur les arts et la culture à Marseille à l'occasion de l'événement CEC. Le programme s'est articulé autour d'enquêtes de terrain et de rencontres scientifiques (huit demi-journées d'études thématiques et un colloque international).

La pluralité des disciplines convoquées par les formations respectives des membres du collectif et la spécificité de la ville de Marseille nous ont conduits à privilégier un travail de terrain sur la durée (toute l'année 2013), complété par un recueil de données quantitatives, un travail sur les archives et la réalisation de cartographies. La méthodologie d'enquête sur le terrain a été pour l'essentiel qualitative (approche sociologique et ethnographique avec observations participantes, entretiens,

recueil de matériaux existants, etc.). Les chiffres de fréquentation et des données quantitatives ont été recueillis auprès des opérateurs de MP 2013 pour mettre en perspective les données qualitatives.

L'enjeu était de produire des résultats et des analyses qui viennent compléter les chiffres de fréquentation et qui permettent d'aborder aussi en creux ce qui s'est passé à l'échelle de la ville et de ses habitants. Face aux propositions spectaculaires, populaires ou largement médiatisées, il y avait aussi tout un ensemble de propositions plus modestes, alternatives, qui ont intéressé des publics ponctuels et fugaces. Les différentes formes de participation des publics signalaient des transformations plus profondes, plus durables en termes de démocratisation mais plus diffuses et difficiles à mesurer. Nous avons montré que, dans « l'effet Capitale », il y avait l'émergence d'un mouvement de fond plus diffus qui relève d'une dynamique sociale et culturelle portée par les acteurs, en lien avec l'offre en matière d'art et de culture certes, mais tout autant avec des transformations à l'échelle des « mondes sociaux ordinaires », des espaces publics et urbains, des usages quotidiens de la ville (rarement analysés dans les évaluations).

L'enjeu du travail collectif visait à prendre la mesure de la complexité (et variabilité) propre à l'objet de recherche (les publics et les pratiques culturelles), dans un contexte spécifique : Marseille en année Capitale. S'il convenait de focaliser sur l'événement CEC lui-même, il était aussi important de considérer que plusieurs effets se conjugaient par concordance de calendrier à Marseille en 2013 : on pourra citer la requalification urbaine amorcée au milieu des années 1990 avec le projet Euroméditerranée qui prenait véritablement corps dans la ville, l'émergence du J4 (un espace désaffecté du port) comme « territoire à vocation culturelle » et qui venait transformer les équilibres en place sur la scène artistique locale, le processus de délocalisation et de décentralisation culturelle avec des équipements comme le MuCEM, le FRAC, les rénovations d'un patrimoine local (Fort Saint-Jean, Borély), l'inauguration de nouveaux lieux comme la Tour Panorama, etc.

Plusieurs constats s'imposaient et plusieurs éléments se conjuguèrent sur ce terrain marseillais et ils ont façonné notre approche :

► un premier constat lié à la situation marseillaise : absence d'études coordonnées sur la connaissance des publics et des pratiques culturelles, d'où des résultats disparates et dispersés ; méconnaissance par les Marseillais eux-mêmes de l'offre artistique et culturelle locale ;

► un deuxième constat lié à la sociologie des publics et des pratiques : l'état de la question au regard des études récentes signalait un tournant, particulièrement au regard de la manière dont les chercheurs investissaient l'objet ;

► pour ce que nous connaissions des études sur les CEC⁵, il n'y avait pas d'enquêtes spécifiques et multi-terrains sur les publics et leurs pratiques sinon dans une perspective d'évaluation ou de quantification menée par les organisateurs des événements au sein même des Capitales ou des institutions européennes⁶, or nous pressentions qu'à Marseille l'année serait contrastée et qu'une approche qualitative s'imposait ;

► enfin, si des équipes de recherche avaient pris la mesure de l'intérêt de l'objet « Capitale culturelle »⁷, aucune ne proposait de recherche spécifique sur les publics et les pratiques culturelles, alors que le projet marseillais mettait au premier plan la question de la participation des habitants, des enjeux de démocratisation et de démocratie culturelles, des logiques de diffusion...

Partant de là, nous avons privilégié un processus d'échanges réguliers, de partage des connaissances, des questionnements, des observations et des intuitions⁸. Aujourd'hui nous pouvons dire que nos terrains se sont construits à partir de différentes entrées qui peuvent être présentées ainsi : des événements et des moments marquants ; des domaines de création ; des formes de diffusion ; du public et des publics spécifiques ; des lieux éphémères, nouveaux ou rénovés ; des thèmes transversaux liés aux mutations urbaines, à l'image de Marseille. Les domaines investis sont de ce fait variés.

Si le bilan de MP 2013 a pu être fait de plusieurs manières, selon les différents objectifs visés (économiques, touristiques, en termes d'images, de fréquentation), notre démarche a surtout consisté à montrer que, du côté des publics et des pratiques culturelles, les lignes avaient bougé pendant l'année Capitale et qu'il y a indéniablement un avant et un après. À défaut d'être mitigé, notre bilan de l'année 2013, du point de vue des publics et de la réception, est surtout contrasté. D'un côté les chiffres de fréquentation parlent d'eux-mêmes, notamment pour certains événements dans l'espace public et en extérieur (week-end d'ouverture, *Champ harmonique*, *Entre Flammes et flots*, *TransHumance*), pour certaines formes de création (le cirque, les arts de la rue), ou certains lieux (le MuCEM, le J1, le Pavillon M) ; de l'autre, nous montrons dans nos rapports⁹ que ce qui s'est passé est aussi plus subtil, les changements opérés ont permis de créer une situation nouvelle où les Marseillais, et particulièrement les « publics absents de proximité », ont eu l'opportunité de construire une appétence culturelle en même temps que l'offre culturelle se déployait et qu'ils en prenaient connaissance.

Nous avons observé des manières d'« être public » et notamment d'« être public ensemble », avec des attentes bien présentes, mais qui ne correspondaient pas nécessairement et directement à des pratiques culturelles dans le sens fort du terme (comme la visite habituelle d'exposition, de musée, la fréquentation de spectacles, etc.). Elles renvoyaient plutôt à la capacité de l'événement MP 2013 à transformer l'environnement dans lequel il a pris place, à participer à une revalorisation de l'espace public, à permettre une réappropriation collective et partagée de l'espace urbain.

Les publics ont montré des attitudes très différentes qui se déclinent de l'adhésion spontanée et enthousiaste (les bénévoles par exemple) jusqu'à des formes de résistance ou des rejets très marqués (qui sont aussi des formes d'appropriation quand bien même elles se feraient sur le mode de la

contestation). Du côté des pratiques, nous avons observé une (re)découverte de l'offre culturelle (particulièrement muséale¹⁰) et des formes d'appropriation des lieux en lien avec certains espaces publics et patrimoniaux. Mais il faut aussi convenir que des catégories de publics sont restées assez peu concernées, pour lesquels l'année Capitale a été quelque chose de flou ou d'éloigné (dans les quartiers nord notamment, sur les territoires ruraux).

Enfin, parmi les changements majeurs, il y a eu un effet de structuration « par le haut » pendant l'année Capitale qui a permis de mieux définir, repérer et valoriser l'offre culturelle à Marseille et qui a surtout permis de redistribuer et rééquilibrer l'offre locale à différentes échelles. On peut toutefois préciser que cette structuration par le haut et sa valorisation – donc ses effets sur les pratiques culturelles des publics – restent très centralisées et, s'il y a une transformation des équilibres, les quartiers nord et sud de la ville sont peu (ou pas) concernés, laissant à distance ceux qui composent la catégorie des « non-publics » ou des « publics-absents », pour s'adresser plus directement à des publics déjà constitués ou suffisamment proches de l'offre culturelle.

L'Observatoire – Comment ont été utilisées les autres études réalisées sur MP 2013, sur les autres CEC, et quelles sont les complémentarités entre les démarches ?

Sylvia Girel – Face à une situation atypique et paradoxale de Marseille (déficit d'image de la ville, requalification urbaine intense, scène artistique alternative riche et dense, peu d'études sur les publics et les pratiques culturelles¹¹, etc.) et par rapport à ce qui s'était produit pour des villes comme Glasgow en 1990 et Liverpool en 2008 (modèles de régénération urbaine par la culture dont les initiateurs du projet marseillais se sont inspirés), Lille en 2004 (autre expérience de « bonnes pratiques » qui faisait référence), il était certain qu'il y aurait un avant et un après 2013 dans la cité phocéenne. Il fallait en prendre la mesure sous l'angle de l'événement bien sûr, mais sans négliger de revenir à l'histoire

(politique, culturelle, sociale) de la ville et de sa scène artistique pour donner des clés de lecture sur les changements observés dans la temporalité de notre terrain ; si le label CEC avait été décerné à plusieurs villes françaises (Paris en 1989, Avignon avec d'autres villes en 2000, Lille en 2004), il était toutefois difficile de les comparer car la situation des unes et des autres est au départ et avant l'obtention du label très différente en termes d'offre culturelle ; l'effet produit allait donc être nécessairement différent. D'autre part, les contextes (époque, rayonnement et environnement) étaient difficilement comparables entre la fin des années 1980, le début des années 2000 et aujourd'hui. L'examen des autres villes nous a permis d'observer une diversité de situations, des points de convergence et de divergence, et d'affiner notre approche en l'adaptant à notre territoire et à son histoire.

L'Observatoire – Comment faudrait-il faire évoluer les évaluations des CEC ?

Sylvia Girel – *Privilégier des approches plus qualitatives, territorialisées et qui tiennent compte des mondes sociaux ordinaires.* On ne peut occulter, malgré une fréquentation à la hauteur des attentes (les derniers bilans font état de plus de 11 millions de visiteurs¹²), que certains domaines de création ont bénéficié d'un soutien plus marqué et qu'il existe une « distribution hiérarchisée » de l'offre culturelle pendant l'année Capitale à Marseille en général. Distribution qui reconduit une forme de hiérarchisation des publics et des non-publics, posant frontalement la question de l'accessibilité à l'offre culturelle. Il faut faire évoluer les évaluations et aller au-delà des chiffres de fréquentation pour prendre en considération des publics pas nécessairement importants quantitativement mais qui ont joué un rôle essentiel et/ou pour lesquels il s'est passé quelque chose de tout à fait fondamental en année Capitale, pour observer des logiques de démocratisation plus informelles mais peut-être aussi plus durables.

Se donner les moyens de comparer la situation en amont et en aval. L'absence d'études coordonnées sur les publics et les pratiques culturelles en amont de l'année où l'événement a lieu dans une ville conduit à avoir des résultats disparates et dispersés, donc pas de socle d'analyse et de résultats sur lequel s'appuyer comme point de départ et pour une analyse fine de l'effet produit. Un état des lieux des publics et des pratiques culturelles réalisé l'année précédant l'événement permettrait de mieux cerner et mesurer les effets produits pour chaque ville et d'observer si un processus de démocratisation s'est enclenché, cela engagerait aussi à comparer plus finement ce qui se produit d'une ville à l'autre et dans le temps.

Propos recueillis par Samuel Périgois, chargé de recherche à l'Observatoire des politiques culturelles

L'évaluation de la Capitale européenne de la culture Marseille Provence 2013 : retour sur expériences

NOTES

1- Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, *Marseille-Provence 2013 : analyse des grands événements en espace public*, avril 2014.

2- *Impact économique Marseille Provence 2013 Capitale européenne de la Culture*, étude réalisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, en partenariat avec Bouches-du-Rhône Tourisme et l'association MP 2013.

3- Bouches-du-Rhône Tourisme, *Marseille-Provence 2013 : révélateur et accélérateur d'image*, décembre 2014

4- Cf. notamment Palmer-Rae Associates, *European Cities and Capitals of Culture*, Study prepared for the European Commission, 2004.

5- Cf. la publication par Impact08 European Capital of Culture Research Programme en 2009 du rapport complet de Beatriz Garcia, Ruth Melville, Tamsim Cox, *Creating an impact : Liverpool's experience as European Capital of Culture*.

6- Cf. le rapport Palmer remis à la Commission européenne en 2004 et qui se présente comme un « guide » à l'attention des villes candidates et désignées.

7- Cf. le projet d'Observatoire de Marseille-Provence 2013 Capitale européenne de la culture, soutenu par le Centre Norbert Elias, les séminaires et journées d'étude organisés par le laboratoire TELEMME entre autres.

8- Le groupe de départ était formé de doctorants de Sylvia Girel, Constance de Gourcy, Sylvie Mazzella (toutes trois chercheuses au LAMES, UMR 7305), de médiateurs culturels ayant été dirigés en master 2 de médiation culturelle par Sylvia Girel ; peu à peu, d'autres doctorants et post-doctorants français et étrangers ont eu écho du projet et l'ont rejoint, pour constituer un collectif d'une vingtaine de personnes.

9- Des publications ont d'ores et déjà été proposées (<https://mp2013publicspratiques.wordpress.com/publications-valorisation/>), d'autres sont

en cours et notamment via la création d'un Carnet de recherches bientôt en ligne : <http://publics.hypotheses.org/>.

10- La fréquentation des musées de la ville a triplé en 2013 (par rapport à 2012).

11- Il faut attendre la fin des années 2000 et la préfiguration du MuCEM pour que des enquêtes d'envergure soient réalisées.

12- Deux remarques s'imposent sur ce chiffre de fréquentation globale : la première renvoie à la distinction qu'il convient de faire entre la quantité de *visiteurs* et le nombre de *visites*, un visiteur cumule parfois plusieurs visites, et certains visiteurs ne sont pas toujours comptabilisés alors qu'ils feront de nombreuses visites. S'il y a donc bien 11 millions de visites il n'y a pas nécessairement 11 millions de visiteurs. La seconde remarque invite à prendre la mesure du rôle de deux événements et d'un lieu qui cumulent à eux seuls 25 % de l'ensemble de la fréquentation sur l'année 2013 (le 1,8 million du MuCEM, les 511 000 du week-end d'ouverture et les 484 000 de *Entre Flammes et flots* dans le cadre de *La Folle histoire des arts de la rue*).